
Mesdames et Messieurs,

Ces deux années de déficits pluviométriques n'ont pas permis aux nappes phréatiques de reconstituer leurs réserves. Aussi, actuellement nous sommes dans une situation critique, la production et la consommation étant en équilibre, ce qui n'est jamais arrivé. Une surconsommation ayant été observée ces derniers jours serait semblé-t-il liée au remplissage de piscines ou autres utilisations d’agrément non conforme aux arrêtés préfectoraux.

Aussi, je m'en remets à votre bon sens pour faire en sorte d'utiliser l'eau du réseau à des fins strictement ménagères liées à la consommation humaine.
Concernant les agriculteurs, en solution de dépannage pour les animaux, il leur est conseillé de contacter les services de la mairie pour la fourniture d’eau non-conforme à la consommation humaine.

Par ailleurs, dans la mesure de vos possibilités, il serait souhaitable d’avertir rapidement les services de la mairie en cas de constatation de fuite.

Pour information, la fourniture d’eau à la laiterie d’Auzances a bien entendu été suspendue. Une demande à l’ARS pour pouvoir remettre en service des sources avec dilution et traitement vient d’être faite.
Une installation de traitement arsenic permettant de traiter des sources abandonnées est à l'étude. Nous avons espoir qu'il existe des solutions correspondant à nos installations, ainsi la problématique d'approvisionnement en eau pour les prochaines années sera réglée.
Comptant sur votre compréhension, je vous prie d’agréer chers concitoyens mes sincères salutations.

Le maire,

Denis Richin

TSVP⇒

MAIRIE de DONTREIX – 2 rue de la Mairie – 23700 – Tél/fax : 05.55.67.04.19
E-mail : mairie.dontreix@orange.fr – Site : http://dontreix23.e-monsite.com
### Consommation et prélèvement d'eau par les particuliers et les collectivités

<table>
<thead>
<tr>
<th>Activité</th>
<th>Interdiction</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Lavage de véhicules</td>
<td>Interdit en dehors des stations de lavage spécialisées avec circuit de recyclage sauf impératif sanitaire ou technique</td>
</tr>
<tr>
<td>Lavage et nettoyage des voiries, terrasses, balcons, façades ne faisant pas l'objet de travaux</td>
<td>Interdit sauf impératif sanitaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Arrosage des pelouses, espaces verts, bandes fleuries, jardins d'agrément, balconnières, jardinières de fleurs et terrains de sport (hors golf)</td>
<td>Interdit entre 8 h et 20 h</td>
</tr>
<tr>
<td>Arrosage des jardins potagers</td>
<td>Interdit entre 8 h et 20 h</td>
</tr>
<tr>
<td>Alimentation de fontaines en circuit ouvert</td>
<td>Interdite</td>
</tr>
<tr>
<td>Piscines collectives publiques et privées</td>
<td>Remplissage interdit, sauf chantier de construction en cours et sauf renouvellement d'eau partiel pour impératif sanitaire et technique</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres piscines privées</td>
<td>Remplissage interdit, sauf chantier de construction en cours</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Consommation et prélèvement d'eau à des fins agricoles, commerciales, industrielles ou de production d'eau potable

<table>
<thead>
<tr>
<th>Activité</th>
<th>Interdiction</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Arrosage de golfes</td>
<td>Interdit entre 8 h et 20 h</td>
</tr>
<tr>
<td>Irrigation de cultures, pépinières et vergers</td>
<td>Interdite entre 8 h et 20 h</td>
</tr>
<tr>
<td>Abreuvement du bétail</td>
<td>Pas de restriction à l’abreuvement direct ou indirect à partir d’un cours d’eau, d’une nappe d’accompagnement ou du réseau d’eau potable, mais il est conseillé de trouver une solution alternative à ces ressources</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres activités agricoles, commerciales et industrielles</td>
<td>Limitation de la consommation d’eau au strict nécessaire Les ICPE ayant fait l’objet d’une prescription sécheresse dans leurs arrêtés doivent s’y conformer</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Article 1° : Prorogation de l’institution d’une zone d’alerte sur l’ensemble du département de la Creuse


La zone d’alerte définie ci-dessus est instaurée à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs et jusqu’au 30 juin 2019. Elle est levée dès que les effets de la sécheresse ne sont plus perceptibles et dans la même forme.


### Article 2 : Sanctions

En application de l’article R. 216-9 du code de l’environnement, le non-respect des prescriptions du présent arrêté est passible de la peine d’amende prévue pour les contraventions de 5ème classe.